

## *Bibliographies du CRDD*

# La qualité de l'air

*Avril 2017*



Les documents présentés dans cette bibliographie sont consultables au CRDD.

---

**CRDD - Centre de ressources du Développement durable**

Commissariat général au Développement durable  
Tour Séquoia 21-19  
92055 La Défense cedex  
Tél. 01 40 81 17 93

[crdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:crdd@developpement-durable.gouv.fr)

**Site et base de données (75 000 références)**

[www.crdd.developpement-durable.gouv.fr](http://www.crdd.developpement-durable.gouv.fr)

## **- SOMMAIRE -**

**I - Qualité de l'air extérieur : données chiffrées**

**II - Les causes de la pollution de l'air**

**III - Impacts économiques**

**IV - Les politiques de lutte contre la pollution de l'air**

**V - Qualité de l'air intérieur**

## I – Qualité de l'air extérieur : données chiffrées

- 20404      MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Chiffres clés de l'environnement. Edition 2016.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2669/488/chiffres-cles-lenvironnement-edition-2016.html>  
Paris, Ministère de l'environnement, 2017 - 71 p., graph., lexique  
DATALAB - Environnement
- Ce livret présente un panorama des principaux enjeux environnementaux de la France. S'appuyant sur des séries temporelles longues, elle donne également un aperçu des principales tendances caractérisant les relations entre la société, l'économie française et l'environnement.*
- 22925      MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre. "Namea-Air".**  
**DATALAB Essentiel n° 86 - février 2017.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2668/1101/emissions-polluants-atmospheriques-gaz-effet-serre-namea.html>  
Paris, Ministère de l'environnement, 2017 - 4 p., graph.  
DATALAB Essentiel - Environnement
- Pour la première fois, le SOeS, service du Commissariat général au développement durable, publie les comptes d'émissions atmosphériques au format Namea (National Accounting Matrix Including Environmental Accounts) des années 1990, 1995, 2000, 2005, et 2008 à 2014. Namea-Air est un format d'inventaire qui répartit les émissions de gaz à effet de serre (GES) et de polluants atmosphériques, en 64 branches d'activités économiques et identifie une catégorie « émissions directes des ménages ».*
- 22926      MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les particules atmosphériques : la connaissance progresse.**  
**DATALAB Essentiel n° 88 - février 2017.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2668/1152/particules-atmospheriques-connaissance-progresse.html>  
Paris, Ministère de l'environnement, 2017 - 4 p., graph.  
DATALAB Essentiel - Environnement
- 17606      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Quasi-stabilisation des émissions de CO2 dans le monde en 2014.**  
**Chiffres et statistiques n° 745 - mars 2016.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0062879>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2016 - 4 p., graph., tabl.  
Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie
- 21738      MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Bilan de la qualité de l'air en France en 2015.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2587/1097/bilan-qualite-lair-france-2015.html>  
Paris, Ministère de l'environnement, 2016 - 27 p., bibliogr., cartes, graph., ann., tabl., lexique  
DATALAB - Environnement
- Le bilan identifie les enjeux de la pollution atmosphérique, les acteurs impliqués et les moyens mis en oeuvre pour suivre les concentrations de polluants dans l'air. Il présente pour chacun des polluants réglementés (oxydes d'azote, particules, dioxyde de soufre, ozone, monoxyde de carbone, benzène, métaux lourds, hydrocarbures aromatiques polycycliques) les enjeux sanitaires et environnementaux, l'évolution des émissions et des concentrations depuis 2000, et la situation vis-à-vis des seuils réglementaires. Il présente aussi les épisodes de pollution observés au cours de l'année.*  
*Edition 2016 : Pour les données 2015, le bilan se compose d'une synthèse présentant les évolutions sur les quinze dernières années et les faits marquants de 2015, et de ressources en ligne permettant d'en savoir plus sur la situation par polluant ainsi que sur les mesures mises en oeuvre en faveur de la qualité de l'air.*

- 10827      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**L'environnement en France. Edition 2014.**  
 Rapport.- 382 p.  
 Synthèse.- 49 p.  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0032396>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 382 p., bibliogr., cartes, lexique, tabl., graph., web, index  
 Références
- Impulsé par le Sommet de la Terre de 1992, la Convention d'Aarhus de 1998 et la directive européenne 2003/4 concernant l'accès du public à l'information environnementale, le rapport sur l'environnement fait le point sur les composantes de l'environnement et les pressions que celles-ci subissent en France. La question environnementale est par ailleurs replacée dans son contexte économique et sociologique afin de bien la situer dans un débat public.  
 L'édition 2014 confirme que la connaissance s'améliore, que de nombreuses actions pour préserver l'environnement et le cadre de vie sont mises en œuvre. Le bilan demeure néanmoins toujours contrasté. Si certains pans s'améliorent, d'autres demeurent dans une situation critique. Voir en particulier les chapitres sur l'air extérieur et l'air intérieur.*
- 21691      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
 BELGIQUE Université de Liège, BELGIQUE Unité de recherche SEED, UNIVERSITE Saint-Etienne, CENTRE MAX WEBER, UNIVERSITE Lyon, LARHRA, LABORATOIRE TRIANGLE : ACTION DISCOURS PENSEE POLITIQUE ET ECONOMIQUE, UNIVERSITE DE LILLE I, LABORATOIRE TERRITOIRES VILLES ENVIRONNEMENT SOCIETE  
 BLAVIER (Géraldine), CHARVOLIN (Florian), FRIOUX (Stéphane), KAMOUN (Léa), MELARD (François), ROUSSEL (Isabelle)  
**Percevoir et objectiver la pollution de l'air. Une exploration historique et sociologique de ses "mesures" et de ses débordements. Rapport final au projet "Histoire de la concertation dans la mesure et de la régulation de la qualité de l'air (HICQUAR)".- Février 2013.**  
<http://www.concertation-environnement.fr/index.php/13-apr/apr-en-cours/104-2009-08>  
 Liège, Université de Liège, 2013 - 270 p., bibliogr., ann.  
 Programme : Concertation Décision Environnement
- L'histoire de la mesure et de la régulation de la pollution de l'air en France reste à faire. Des historiens de l'environnement se sont déjà penchés sur une exploration similaire pour le cas de l'Allemagne, des États-Unis ou encore de l'Angleterre pour le XXe siècle. Le parti pris de départ de cette recherche consistait à chercher dans cet angle mort de l'historiographie française pour voir si le diagnostic d'un retard français ne correspondait pas à une question mal posée au départ et à une recherche mal dirigée. La perspective de ce travail est double, historique et sociologique. Historiquement parlant, la donnée en matière de pollution de l'air a été interrogée au moment où elle était relevée et dans les termes et l'environnement technique de l'époque. Ont été explorées pour chaque période des solutions techniques dont la pertinence tenait au départ à leur robustesse, quels que soient le terrain envisagé et les ressources en matériel plus ou moins sophistiqué mobilisables. Ont été étudiés les sources de l'histoire de la mesure de la pollution atmosphérique et de sa régulation de 1900 à 1960, la mise sur agenda régional et national au tournant des années 1960 d'une première politique bâtie sur des indicateurs sophistiqués de la pollution atmosphérique, les progrès vers la gestion territorialisée de la qualité de l'air avec son jeu d'échelles distinctes des années 1970 à 2000 et la reprise du questionnement plus sociologique sur la concertation à propos des réseaux de nez contemporains (protocoles de mesure de la pollution olfactive mobilisant la population) dans les régions lyonnaise et wallonne. Le décalage produit par l'histoire rend possible de réinterroger différemment la période contemporaine et de ne pas succomber à l'imposition d'une rationalité technique. Sociologiquement, l'équipe s'est interrogée sur le travail de la preuve, à l'œuvre dans des dispositifs de concertation avant la lettre tout au long du XXe siècle (commission extra-municipale, pétitions, collectifs de particuliers, réseaux de vigie de la pollution olfactive, etc.). Cela a permis d'appréhender la pertinence sociologique de l'expérience de proximité et l'antécédence des préoccupations de terrain et locales par rapport aux textes et instances nationales.*
- 21334      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La qualité de l'air en 2011 : la France dans l'Union européenne.**  
**Chiffres et statistiques n° 474 - décembre 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1101/qualite-lair-2011-france-union-europeenne.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 17 p., graph., bibliogr., cartes  
 Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement

- 20397      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Méthodologie de l'indice de la pollution de l'air. Janvier 2011.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1807/0/methodologie-lindice-pollution-lair.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 13 p., tabl.  
*Document de travail du SOeS n° 1*
- Le SOeS produit chaque année depuis 2005 un indice de la pollution de l'air dans les villes avec des données depuis 2000. Cet indice est décliné par strate de taille d'agglomération (quatre classes) et par polluant (SO<sub>2</sub>, NO<sub>2</sub>, O<sub>3</sub> et PM<sub>10</sub>). Un indice global est également diffusé. Ce document décrit la méthodologie appliquée.*
- 19644      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES, UNIVERSITE DE LYON I CLAUDE BERNARD, INSTITUT DE RECHERCHES SUR LA CATALYSE ET L'ENVIRONNEMENT DE LYON, PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DANS LES TRANSPORTS TERRESTRES  
**La qualité de l'air dans nos environnements de proximité.**  
**A - Quelles sont les sources de polluants ? Quel impact sur notre santé ? Quelles sont les voies d'amélioration pour demain ? Colloque de présentation des travaux à Lyon : 26 et 27 janvier 2011.- 69 p.**  
**B - Résultats des recherches menées dans le cadre du programme PRIMEQUAL.- 7 p.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.xsp?id=Temis-0076963>  
Verneuil en Halatte, INERIS, 2011 - bibliogr., graph., ill., tabl.  
Programme : PRIMEQUAL - PREDIT
- Afin de favoriser le transfert des résultats de recherche vers les utilisateurs potentiels, ce colloque réunit les différentes parties prenantes intéressées par les questions de qualité de l'air à l'échelle locale sur les thématiques suivantes :*
- *traceurs de la pollution de proximité, ou comment identifier les sources de polluants,*
  - *expositions de la population à la pollution de proximité à l'extérieur et à l'intérieur des bâtiments et des moyens de transports,*
  - *gestion des pollutions de proximité (effet dépolluant des matériaux autonettoyants, impact et perception de la pollution due au trafic...).*
- 18840      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
PASQUIER (JL)  
**CO<sub>2</sub> et activités économiques de la France.**  
**Tendances 1990-2007 et facteurs d'évolution.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0067522>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 48 p., graph., tabl., bibliogr., lexicque  
*Etudes et documents du CGDD n° 27*
- L'empreinte carbone de la demande finale française est supérieure de 33 % à la quantité de CO<sub>2</sub> émise en France, une fois pris en compte le solde des émissions liées respectivement aux importations et aux exportations. La quantité de CO<sub>2</sub> émise en France résulte pour 70 % des activités de production ; 30 % sont directement générés par les ménages (voiture et chauffage). Au cours de la période 1990-2007, le progrès technique réalisé en France a entraîné une baisse du niveau d'émissions unitaires de CO<sub>2</sub> de la production et de la consommation. Cependant, l'augmentation du niveau de la production et de la consommation a de façon générale compensé les effets de cette baisse. Les émissions de l'ensemble de l'industrie ont toutefois baissé de 10 % au cours de cette période.*

## II – Les causes de la pollution de l'air

- 20465 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT  
**Air quality in Europe - 2016 report.**  
<http://www.eea.europa.eu/publications/air-quality-in-europe-2016>  
 Copenhague, AEE, 2016 - 83 p., graph., tabl., cartes, ann., bibliogr.  
 EEA Report n° 28/2016
- Le rapport 2016 présente une vue d'ensemble et une analyse de la situation et des tendances de la qualité de l'air en Europe de 2000 à 2014, à partir de l'étude de différents polluants. Il examine les progrès accomplis en vue de satisfaire aux exigences des directives de qualité de l'air et donne un aperçu des politiques et des mesures mises en place au niveau européen pour améliorer la qualité de l'air et minimiser les impacts. Une vue d'ensemble des derniers résultats et les estimations des impacts de la pollution atmosphérique sur la santé et les écosystèmes sont présentées.*
- 22405 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT  
**Explaining road transport emissions. A non-technical guide.**  
<http://www.eea.europa.eu/publications/explaining-road-transport-emissions>  
 Copenhague, AEE, 2016 - 55 p., bibliogr., graph., tabl.
- Le transport routier est une source importante de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques. Malgré l'amélioration de l'efficacité des véhicules au cours des dernières décennies, le secteur est responsable de près d'un cinquième des émissions de gaz à effet de serre en Europe, et au-dessus des normes de l'Union européenne dans de nombreuses villes d'Europe. Ce rapport fournit un résumé des connaissances actuelles sur les émissions des véhicules en Europe, explique comment les émissions sont surveillées et les technologies courantes utilisées pour les limiter.*
- 22032 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
 INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES  
**Agriculture et pollution de l'air. Impacts, contributions, perspectives. Etat de l'art des connaissances. Colloque.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.xsp?id=Temis-0082206>  
 Paris, ADEME, 2014 - 7 p., schémas  
 Programme : PRIMEQUAL
- Afin de faire le point sur les relations multiples entre agriculture, forêts et pollution de l'air, un séminaire national a été organisé le 2 juillet 2014 dans le cadre du programme PRIMEQUAL. Cette plaquette résume le contenu des principales présentations et des discussions tenues à cette occasion sur l'état des connaissances et sur les pistes d'actions possibles pour réduire les impacts croisés entre pollution de l'air et agriculture.*
- 22031 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
 INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES  
**Pollution atmosphérique longue distance : évaluation, risques, gestion et décision. Novembre 2014. Colloque.**  
 A - Recueil des résumés des travaux de recherche.- 73 p.  
 B - Synthèse des recherches menées dans le cadre du programme PRIMEQUAL.- 7 p.  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.xsp?id=Temis-0082205>  
 Angers, ADEME, 2014 - bibliogr., ann., graph., cartes  
 Programme : PRIMEQUAL
- Le transport des polluants par les vents contribue à dégrader la qualité de l'air jusque dans des zones ou des régions parfois très éloignées des sources de pollution. Pour mieux comprendre les mécanismes à l'oeuvre dans le phénomène de la pollution longue distance, le programme PRIMEQUAL a mobilisé les chercheurs. Ce colloque de valorisation des recherches de l'appel à proposition lancé sur ce sujet s'est déroulé à Lille les 20 et 21 novembre 2014 et a permis de présenter les résultats scientifiques obtenus par les différents projets (VALERIANE, μPOL-AIR, SESAME, SALUT'AIR, FRANCIPOL, TRAQA, DEMO, APIFLAME, Nitrates organiques, CARBOSOR, SMOAA, OLD-AIR).*

- 20202 ERDYN CONSULTANTS, PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DANS LES TRANSPORTS TERRESTRES  
AUTRET (Y), LACOUR (C)  
**Pollution de l'air et transports terrestres. Dix ans de recherche : l'apport du programme Primequal.**  
Paris, Documentation française (La), 2012 - 83 p., ann., tabl.  
Programme : PRIMEQUAL - PREDIT  
Synthèses

*Malgré des efforts considérables pour réduire la pollution qu'il engendre, le secteur des transports terrestres est encore responsable pour une large part de la mauvaise qualité de l'air. Mieux connaître ces pollutions et leur devenir mais aussi accompagner les innovations technologiques pour garantir la sécurité sanitaire des citoyens est au cœur des travaux du programme de recherche Primequal piloté par le ministère en charge de l'écologie et l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Dix ans de travaux montrent le chemin parcouru.*

### III - Impacts économiques

- 21928 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
RAFENBERG (C)  
**Estimation des coûts pour le système de soins français de cinq maladies respiratoires et des hospitalisations attribuables à la pollution de l'air.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0081799>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2015 - 32 p., tabl., bibliogr., web  
Etudes et documents du CGDD n° 122

*La mauvaise qualité de l'air entraîne une augmentation des maladies du système respiratoire. Les principales d'entre elles sont l'asthme, les bronchites aiguës ou chroniques, les cancers des voies respiratoires et les broncho-pneumopathies obstructives chroniques (ou BPCO). La qualité de l'air impacte aussi le système cardio-vasculaire. Ces impacts sont source d'une surmortalité.*

*Cette étude a pour objet d'approcher au plus près les coûts dans le système de soin français des hospitalisations et des cinq maladies respiratoires les plus répandues attribuables à la pollution de l'air.*

*Les coûts de ces maladies sont générés par la prise en charge du patient par le système de soin. On trouve des coûts de consultations, de traitements, d'exams ou encore d'hospitalisation, etc. L'étude approche aussi les coûts des prestations sociales versées aux malades en considérant les arrêts de travail. Elle prend donc en compte les prestations médicales et sociales du malade dans le système de soin.*

- 22055 SENAT  
HUSSON (JP), AICHI (L)  
**Le coût économique et financier de la pollution de l'air. Le coût de l'inaction. Tome 1 : Rapport.**  
<http://www.senat.fr/notice-rapport/2014/r14-610-1-notice.html>  
Paris, Sénat, 2015 - 306 p., ann., graph., tabl., cartes  
Sénat n° 610

*La commission d'enquête a recensé tout d'abord les effets de la pollution de l'air (intérieur et extérieur) : conséquences sanitaires (maladies respiratoires, pathologies cardiaques, cancers du poumon, etc.) et non sanitaires (effets sur la végétation et la biodiversité, l'eau mais aussi les bâtiments). Elle a ensuite tenté d'en mesurer les coûts en s'adressant aux administrations, aux économistes experts et aux acteurs eux-mêmes. Elle a constaté la faiblesse de la mobilisation de l'Etat, observant notamment que les mesures proposées pour lutter contre la pollution de l'air sont les mêmes depuis la loi Laure de 1996 et qu'elles n'ont jamais été mis en oeuvre. A partir de ce constat, la commission a présenté des propositions dans quatre domaines : la recherche et le calcul du coût économique et financier de la pollution de l'air, les normes destinées à lutter contre la pollution, l'innovation, l'information et l'aide à la décision.*



- 22592 GONAND (F), KERTING (T), LORENZI (M)  
**La bataille de l'air. Enjeux économiques de la qualité de l'air.**  
 Paris, Descartes & Cie, 2015 - 117 p.  
*Interfaces économie*
- Face à l'enjeu sanitaire et au coût économique de la pollution atmosphérique, des politiques se mettent progressivement en place : les pouvoirs publics créent des réglementations et des taxes pour réduire les émissions, les entreprises prennent conscience de l'intérêt économique d'investir dans la qualité de l'air, les collectivités locales modifient leurs politiques de transport et d'urbanisme. C'est toute une économie de l'air pur qui se met en place en Occident et dans les pays émergents. Ce livre fait le point sur les analyses, les faits, les expériences et les futurs possibles d'une grande bataille écologique et économique : la bataille de l'air.*
- 21857 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
**Le coût de la pollution de l'air. Impacts sanitaires du transport routier.**  
<http://www.oecd.org/fr/env/le-cout-de-la-pollution-de-l-air-9789264220522-fr.htm>  
 Paris, OCDE, 2014 - 86 p., graph., tabl., bibliogr.
- La pollution de l'air extérieur tue plus de trois millions de personnes dans le monde chaque année et elle est à l'origine de problèmes de santé, allant de l'asthme aux maladies cardio-vasculaires. Pour les pays de l'OCDE, ainsi que pour la Chine et l'Inde, le coût de ces impacts est estimé à 3 500 milliards USD par an en termes de mortalité et de morbidité. Mais, dans ce coût, quelle est la proportion de décès et de problèmes sanitaires imputables à la pollution générée par le transport routier ? Les premières données indiquent que, dans la zone de l'OCDE, près de la moitié des 1 700 milliards USD que coûtent au total les impacts sanitaires de la pollution de l'air est à mettre au compte du transport routier. En se basant sur les dernières données épidémiologiques ainsi que sur les estimations de l'OCDE sur la valeur d'une vie statistique, ce rapport démontre que les impacts sanitaires de la pollution de l'air sont quatre fois plus élevés et leurs coûts économiques considérablement plus importants que les évaluations précédentes.*
- 21569 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 NAUROY (F)  
**Les coûts écologiques non payés relatifs aux émissions dans l'air.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2278/1356/couts-ecologiques-non-payes-relatifs-emissions-lair.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 36 p., bibliogr., lexique, tabl., graph., schémas  
*Etudes et documents du CGDD n° 105*
- Les coûts écologiques non payés (CENP) constituent une évaluation des dépenses qu'il conviendrait de mettre en oeuvre pour respecter des normes écologiques permettant de restaurer et préserver différents milieux naturels dégradés par les pressions dues aux activités humaines. L'estimation de tels coûts pour une année donnée porte sur la dégradation additionnelle de milieux naturels par rapport à l'année précédente. Si l'on cherche à évaluer la totalité des coûts permettant de revenir à un état de référence passé (en fonction de l'exigence de normes écologiques en vigueur) impliquant une restauration partielle ou totale du patrimoine naturel, on parlera de dette écologique.*  
*Cette étude propose une présentation de la méthode générale sur ces coûts, ainsi que des estimations portant sur les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique. La démarche est encore expérimentale à ce stade et couvre un champ relativement limité du patrimoine naturel.*
- 20708 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 MEURISSE (B)  
**Quelles valeurs monétaires pour les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique ? Enjeux, limites et perspectives.**  
**Document méthodologique.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0078334>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 82 p., bibliogr., graph., tabl., lexique  
*Etudes et documents du CGDD n° 81*

*Ce rapport expertise les valeurs monétaires de référence disponibles en France et dans l'Union Européenne pour chiffrer le coût des impacts sanitaires associés à la pollution de l'air. Comme le précise un récent rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (cote 20336), le coût de la pollution de l'air est, en effet, étroitement dépendant des valeurs monétaires de ces impacts sanitaires (mortalité, épisodes morbides), et en particulier, de la valeur statistique de la vie humaine. A partir d'une analyse approfondie de la construction des valeurs monétaires utilisées pour évaluer le coût de la pollution de l'air pour la santé, le rapport en précise les incertitudes et expose les précautions à prendre lors de leur utilisation. Il identifie également des pistes d'amélioration.*

- 20336 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
DEPOORTER (S), NIKLAUS (D), RAFENBERG (C)  
**Santé et qualité de l'air extérieur. Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0076467>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 98 p., ann., bibliogr., graph., tabl.  
Références

*Après une présentation des principales notions que recouvre la pollution de l'air, le rapport présente les différents liens qui ont pu être établis entre la qualité de l'air et différentes pathologies. Il s'attache ensuite à analyser quelques études qui ont permis d'établir un lien quantifié entre la pollution de l'air et la santé que ce soit en termes de mortalité ou en termes de morbidité. Ces impacts sanitaires se traduisent par des coûts pour la société : coûts des soins, perte de revenus liée à l'absentéisme, perte de bien être liée à l'inquiétude, à l'inconfort ou encore à la restriction des activités de loisir ou domestiques. D'importants travaux européens ont permis de proposer des valeurs pour un ensemble de ces coûts sanitaires. Sur la base de ces travaux, le rapport évalue entre 20 et 30 milliards d'euros (Mds €) par an le coût sanitaire lié à la qualité de l'air. Il s'agit pour l'essentiel de biens non marchands. La troisième partie du rapport est dédiée aux politiques d'amélioration de la qualité de l'air et à leurs instruments.*

#### IV - Les politiques de lutte contre la pollution de l'air

- 22911 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
POURQUIER (FX), VICARD (A)  
**Fiscalité environnementale. Un état des lieux.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0086030>  
Paris, Ministère de l'environnement, 2017 - 133 p., ann., graph., tabl.  
THEMA Balises - Fiscalité

*Le rapport dresse un état des lieux de la fiscalité environnementale en France à la mi-2016. Il s'intéresse aux nombreux outils composant la palette de la fiscalité environnementale – taxes, redevances, crédits ou réductions d'impôts, bonus/malus, etc. – et fait le point sur leurs évolutions récentes. Il recense les études ayant évalué l'efficacité des dispositifs mis en place et examine les expériences étrangères dont il serait possible de s'inspirer. Il constitue une mise à jour d'un précédent exercice mené en 2013 (voir le rapport du CGDD à la cote 20706), rendue nécessaire par les développements récents, notamment l'introduction d'un prix du carbone dans la fiscalité française, afin de lutter contre le réchauffement climatique. Des mesures concernent la lutte contre la pollution de l'air.*

- 22851 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
PERRISSIN FABERT (B), FOUSSARD (A)  
**Trajectoires de transition bas carbone au moindre coût.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0085718>  
Paris, Ministère de l'environnement, 2016 - 65 p., ann., tabl., bibliogr.  
THEMA Analyse - Climat

*Le ministère a construit un outil de modélisation des transformations nécessaires du système productif français pour atteindre l'objectif d'une division par 4 des émissions de GES d'ici à 2050 au moindre coût. Cet outil (D-MAC ou MACC) fournit un cadre cohérent et transparent pour, d'une part, élaborer des scénarios agrégés ou sectoriels de transition bas carbone, et d'autre part, pointer les risques et les coûts de verrouillages technologiques indésirables qui empêcheraient d'atteindre l'objectif du facteur 4. Il a vocation à devenir un outil de référence du débat public sur la transition bas carbone.*

- 17564 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT  
**Trends and projections in Europe 2016. Tracking progress Europe's climate and energy targets.**  
<http://www.eea.europa.eu/themes/climate/trends-and-projections-in-europe>  
 Copenhague, AEE, 2016 - 80 p., tabl., graph., bibliogr., lexique, ann.  
 EEA Report n° 29/2016
- Le rapport fournit une évaluation des progrès de l'Union européenne et des pays européens en vue de l'atténuation du changement climatique et des objectifs de politique énergétique concernant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.*
- 21847 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, MINISTERE DE LA SANTE  
**Troisième plan national santé environnement 2015-2019.- 106 p.**  
 Contribution à l'élaboration du 3ème Plan national santé environnement (PNSE3). Rapport des groupes de travail et du comité d'appui scientifique chargés de propositions d'action pour le PNSE3. Juin 2014.- 53 p.  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0081406>  
 Paris, Ministère de la Santé, 2014 - lexique
- Ce troisième Plan national santé-environnement (PNSE) a pour ambition d'établir une feuille de route gouvernementale pour réduire l'impact des altérations de notre environnement sur notre santé. Il permet de poursuivre et d'amplifier les actions conduites par les deux précédents PNSE (cotes 17695 et 18439) dans le domaine de la santé environnementale. Il s'articule autour de quatre grandes catégories d'enjeux :*
- enjeux de santé prioritaires ;
  - enjeux de connaissance des expositions et de leurs effets ;
  - enjeux pour la recherche en santé environnement ;
  - enjeux pour les actions territoriales, l'information, la communication, et la formation.
- 22558 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, COMMISSION DES COMPTES DES TRANSPORTS DE LA NATION, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Les comptes des transports en 2011.- Tome 2 - Dossiers d'analyse économique des politiques publiques des transports.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0084473>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 – 176 p., graph., tabl., ann., lexique
- Rapport 2011 (édition 2013) - Les dossiers d'analyse économique :*
- les externalités des différents modes de transports : identification et évaluation ;
  - la santé et qualité de l'air : bilan coûts-avantages des normes européennes d'émission de polluants pour les véhicules routiers ;
  - l'évaluation socio-économique rétrospective des dérogations au PTR maximum du transport routier de marchandises depuis 2002.
- 20696 CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
 BRUNETIERE (JR), ALEXANDRE (S), AUBREBY (M D'), DEBIESSE (G), GUERIN (AJ), PERRET (B), SCHWARTZ (D)  
**Le facteur 4 en France : la division par 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Rapport final n° 008378-01.**  
[http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/008378-01\\_rapport-final\\_cle0aca84.pdf](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/008378-01_rapport-final_cle0aca84.pdf)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 215 p., graph., tabl., ann.

*La division par quatre des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 sur le territoire national est inscrite dans la loi et tous les secteurs d'activités doivent contribuer à ce résultat. Les pouvoirs publics ont mis en place des programmes ambitieux pour atteindre cet objectif, notamment à la suite du Grenelle de l'environnement. L'ensemble des dispositifs mis en place dans chaque secteur d'activité, tels qu'ils fonctionnent réellement, est-il en passe de produire le résultat global escompté ? Quelles sont les hypothèses sous-jacentes, les marges d'incertitude et les possibilités d'inflexion des tendances constatées en matière d'évolution des émissions ? Le rapport, après avoir explicité la méthodologie utilisée, les engagements et le système d'observation, détaille par secteur (transport, industrie, agriculture, utilisation des terres et forêt, bâtiment) l'état des lieux, les problématiques et les travaux prospectifs, et fait une trentaine de propositions.*

- 20875 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, MINISTERE DE L'AGRICULTURE, MINISTERE DE L'ECOLOGIE  
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE  
PELLERIN (S), BARNIERE (L), SAVINI (I), PARDON (L)  
**Quelle contribution de l'agriculture française à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ? Potentiel d'atténuation et coût de dix actions techniques. Synthèse du rapport d'étude.**  
<http://www.ademe.fr/contribution-lagriculture-francaise-a-reduction-emissions-gaz-a-effet-serre>  
Paris, INRA, 2013 - 92 p., tabl., graph.

*Ce document constitue une synthèse des principales étapes et des résultats de l'étude sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole métropolitain. La finalité de l'étude est d'établir un état objectif et le plus exhaustif possible des connaissances sur les actions qui pourraient être potentiellement déployées afin de limiter les émissions de GES en agriculture, puis de sélectionner une dizaine d'actions pour lesquelles une instruction du rapport coût/efficacité sera réalisée de manière détaillée.*

*Ce document de synthèse résume le contexte, l'organisation de l'étude et la méthodologie employée pour sélectionner les dix actions à instruire. Il présente les fiches résumées des dix actions instruites par les experts ainsi qu'une analyse comparée.*

- 20874 RESEAU ACTION CLIMAT - FRANCE, MINISTERE DE L'AGRICULTURE, MINISTERE DE L'ECOLOGIE, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
POMMIER (F)  
**Atténuer les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole en France. Recueil d'expériences territoriales.**  
<http://www.rac-f.org/Attenuer-les-emissions-de-GES-du>  
Montreuil, RAC-F, 2013 - 58 p.

*A partir d'exemples concrets, ce document apporte des éléments de réponse à une question que se posent les acteurs des territoires : quelles actions de lutte contre le changement climatique engager pour le secteur agricole à l'échelle locale ? Il dresse un état des lieux des programmes ou dynamiques existant sur ce sujet. Chaque expérience "agriculture-climat" des sept territoires retenus est présentée sous forme de fiche décrivant acteurs, programme et démarche, résultats et facteurs de réussite, perspectives. L'analyse de ces expériences permet de tirer des enseignements sur les démarches et les actions pertinentes pour impliquer les territoires dans une démarche de réductions des émissions de gaz à effet de serre.*

- 19827 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
BARRELIER (Olivier)  
**Pollution atmosphérique et santé, le rôle de la perception ? Eléments-clefs pour une meilleure sensibilisation du public.**  
**Résultats de recherche menées dans le cadre du programme PRIMEQUAL.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.xsp?id=Temis-0081215>  
Paris, ADEME, 2011 - 7 p.  
Programme : PRIMEQUAL - PREDIT

*Le programme PRIMEQUAL a souhaité mobiliser les sciences humaines et sociales pour mieux intégrer les questions de santé et d'environnement dans les politiques de qualité de l'air et leur appropriation par la population. Les 8 recherches scientifiques pluridisciplinaires présentées dans ce document ont concerné :*

- *la place de la santé publique dans les processus de décision, l'acceptabilité des risques, la détermination individuelle et collective des responsabilités et les outils d'évaluation des politiques ;*
- *la pertinence de la mesure de l'exposition personnelle et collective, réelle ou perçue, comme indicateur ;*
- *les différentes facettes de la gouvernance de la qualité de l'air.*

- 18815 CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
GRIMOT (M)  
**Zones à bas niveaux d'émissions en Europe. Qualité de l'air et mobilité urbaine. Rapport n° 007340-01.**  
[http://cgedd.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/cgedd/007340-01\\_rapport.pdf](http://cgedd.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/cgedd/007340-01_rapport.pdf)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 139 p., graph., ann., cartes

*Depuis 2007, la majorité des pays européens ont mis en place des zones à basse émission concernant les poids lourds. Si une démarche analogue était envisagée en France, les deux principales questions concernant ses modalités de mise en place porteraient sur l'espace à retenir et le niveau d'exigence. A cet égard, le rapport suggère de s'inspirer des systèmes londonien et néerlandais et d'ici à deux ans, d'étendre le dispositif aux véhicules utilitaires, camionnettes, mini-bus et camping-cars. Pour les voitures particulières, il souligne d'une part, l'impossibilité actuelle de mesurer les améliorations de la qualité de l'air qui résultent des dispositions déjà prises et d'autre part, la nécessité d'examiner les mesures qui seront susceptibles de faire évoluer les comportements y compris celles concernant l'information sur les enjeux d'une meilleure qualité de l'air pour la santé.*

- 19371 CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT, RESEAU ACTION CLIMAT - FRANCE  
BIBAS (R), FINK (M), MATHY (S)  
**Scénarios de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour la France.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0070867>  
Nogent sur Marne, CIRED, 2010 - 124 p., tabl., graph., bibliogr.

*Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet ENCI-LowCarb (European Network Engaging Civil Society in Low Carbon Scenarios), projet européen financé par le 7ème programme cadre de recherche de la Commission européenne. Elle analyse et compare dans une première partie 11 scénarios développés au niveau français pour atteindre l'objectif de Facteur 4 (soit une division par 4 des émissions de gaz à effet de serre en 2050 par rapport à 1990). A partir de cette analyse, la seconde partie propose une "feuille de route" pour la construction des scénarios dans le cadre du projet ENCI-LowCarb.*

- 18725 GAZEAU (JC), HAVARD (M)  
**Rapport sur l'obligation d'élaboration d'un bilan d'émissions des gaz à effet de serre prévue par l'article 26 du projet de loi portant "Engagement National pour l'Environnement".**  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000165/index.shtml>  
Paris, Présidence de la république, 2009 - 45 p., ann.  
*Rapport au président de la République*

*L'article 26 du projet de loi portant "Engagement National pour l'Environnement" prévoit que les collectivités locales de plus de 50 000 habitants, les établissements publics de plus de 250 personnes et les entreprises de plus de 500 salariés devront établir des bilans de leurs émissions de gaz à effet de serre. Ce rapport, qui s'articule autour d'un questionnement en douze points, propose une série de recommandations pour la mise en oeuvre pratique de ces bilans.*

- 16525            MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
RICHERT (P)  
**Qualité de l'air et changement climatique : un même défi, une même urgence. Une nouvelle gouvernance pour l'atmosphère.**  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/074000137/index.shtml>  
Paris, Ministère de l'environnement, 2007 - 120 p.  
*Rapport au Premier ministre*
- *Bilan réalisé à l'occasion des dix ans de la loi sur l'air : évolution de la qualité de l'air contrastée selon les polluants, évolution du contexte et enjeux, bilan de la surveillance de la qualité de l'air et des effets sur la santé et l'environnement, bilan des outils de planification de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, bilan des mesures d'urgence, bilan de l'évolution des études d'impact, bilan des mesures techniques nationales, autres éléments de la politique sur l'air.*  
- *Changement climatique et autres problématiques de l'atmosphère.*  
- *Réflexions et propositions pour une gouvernance intégrée air, climat, énergie : transparence des choix sanitaires, environnementaux, économiques et sociaux liés à la pollution de l'air et à sa gestion, approche intégrée et gouvernance air et climat, nouvelle loi sur l'environnement atmosphérique, mesures relatives à la réglementation et à la planification, mesures relatives à la surveillance et l'information de la qualité de l'air et de ses effets, mesures financières et fiscales, mesures relatives à la recherche et à l'expertise française.*

## V - Qualité de l'air intérieur

- 21858            MINISTERE DE L'ECOLOGIE, MINISTERE DE LA SANTE  
**Plan d'actions sur la qualité de l'air intérieur.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0081727>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 14 p.
- Reprenant les préoccupations exprimées lors de la table ronde Santé-Environnement de la Conférence Environnementale de septembre 2012, ce plan prévoit des actions à court, moyen et long terme afin d'améliorer la qualité de l'air dans les espaces clos. Interdire les produits les plus polluants, étendre les obligations de surveillance de l'air intérieur et d'étiquetage des émissions de polluants volatils des produits font partie des actions déclinées dans le plan.*
- 19824            MINISTERE DE L'ECOLOGIE, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE  
L'ENERGIE  
PRIMEQUAL  
**La qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments : effets, causes, prévention et gestion des pollutions. Recueil des résumés des travaux de recherche.**  
**Colloque de valorisation 19 et 20 novembre 2013. Université de La Rochelle.**  
[http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/90580\\_7884-resumes-travaux-qualite-air-interieur.pdf](http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/90580_7884-resumes-travaux-qualite-air-interieur.pdf)  
Verneuil en Halatte, INERIS, 2013 - 75 p.  
Programme : PRIMEQUAL
- Quels sont les effets des expositions aux polluants en lien avec les pathologies à fort impact sur la santé, comme les cancers, les maladies cardiovasculaires ou les pathologies respiratoires ? Quels sont les impacts sur la qualité de vie ? Comment identifier les sources de pollution et prédire les situations à risque ? Comment expliquer l'apparition des syndromes psychogènes collectifs ? Quelles stratégies de prévention et de remédiation sont les plus efficaces et les plus efficientes ? Afin d'apporter des réponses à ces questions, le ministère en charge de l'écologie et l'ADEME ont lancé en 2009 un appel à propositions de recherche "Qualité de l'air intérieur - Effets, causes, prévention et gestion" dans le cadre de leur programme commun PRIMEQUAL. Parmi les propositions reçues, neuf projets ont été soutenus et permettent de fournir des bases scientifiques et quelques outils utiles aux décideurs et aux gestionnaires des bâtiments pour évaluer et améliorer la qualité de l'air intérieur et réduire ainsi les risques pour la santé. Ce document constitue les actes du colloque de valorisation de ces travaux.*

- 19759      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DIRECTION GENERALE DE LA PREVENTION DES RISQUES, COMITE PROFESSIONNEL DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES FRANCAISES DE L'AMEUBLEMENT ET DU BOIS  
INSTITUT TECHNOLOGIQUE FCBA, CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT ROUX (Marie-Lise)  
**Contribution de mobilier à la qualité de l'air Intérieur dans les crèches. MOBAIR-C. Juin 2013.**  
Paris, FCBA, 2013 - 131 p., ann., tabl., fotogr.  
Programme : PRIMEQUAL - PREDIT  
*Rapport final*
- Ce projet visait deux grands objectifs : apporter des connaissances pertinentes sur la contribution du mobilier et des composants dans l'air intérieur principalement des crèches puis par extension dans les écoles maternelles ; élaborer un outil simple d'aide à la décision pour permettre aux acteurs concernés par l'équipement de salles de crèches ou d'écoles maternelles, à savoir les collectivités locales ou privées, les acheteurs publics, les fabricants de ces équipements, de choisir les solutions les moins émissives possibles en polluants volatils. Dans cette étude, les émissions de composés organiques volatils (COV) et de formaldéhyde (FORM) de 21 meubles pour crèche et école maternelle et de 38 éléments constituant ces meubles ont été caractérisées par la série des normes ISO 16000. Les familles des meubles testés dans cette étude sont : des meubles de rangement (ouverts ou fermés), des couchages (lit à barreaux avec sommier et matelas, ou couchettes), des tables, des chaises, un tableau mural et un élément de motricité en mousse. Lors des essais, il a été recherché les composés retenus pour l'étiquetage obligatoire des produits de construction et de décoration (arrêté du 19 avril 2001) mais également les composés majoritaires ou présentant un risque toxicologique reconnu. De manière générale, les émissions des meubles sont restées relativement faibles, inférieures à 16 µg/m<sup>2</sup>.h pour le formaldéhyde (hormis pour 2 meubles, 51-55 µg/m<sup>2</sup>.h) et à 61 µg/m<sup>2</sup>.h pour les COV totaux.*
- 19764      AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT, INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES, INSTITUT DE RECHERCHES SUR LA CATALYSE ET L'ENVIRONNEMENT DE LYON, PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DANS LES TRANSPORTS TERRESTRES  
NICOLAS (Mélanie), CHIAPPINI (Laura), D'ANNA (Barbara), CANNIER (Cécile), FABLE (Sébastien), FERNANDEZ (Marianne), GREUILLET (Claire), LOISEL (Gwendal), MEME (Aurélien), NICOLLE (Jérôme), RIOUCH (Chafika), ROLLET (Romain), ROSSIGNOL (Stéphanie), THIRY (Priscilla), USTACHE (Aurélien)  
**Activités domestiques et qualité de l'air intérieur : émissions, réactivité et produits secondaires.**  
**Avril 2013.**  
Marne la Vallée, CSTB, 2013 - 150 p., bibliogr., graph., tabl.  
Programme : PRIMEQUAL - PREDIT  
*Rapport final*
- Le projet, dit "ADOQ", porte sur l'impact de l'utilisation des produits ménagers sur la qualité de l'air intérieur. Afin de répondre à cet objectif, les émissions de polluants liées aux activités domestiques dans l'air intérieur ont été caractérisées et la contribution réelle des produits de réaction secondaires sur la qualité de l'air intérieur a été évaluée. La méthodologie employée repose sur la combinaison de mesures en atmosphère réelle (maison expérimentale MARIA) et en atmosphère simulée (évaluation des produits ménagers en chambre d'émission contrôlée). Ainsi les facteurs d'émissions de 54 produits ont été caractérisés. Une dizaine de produits a été testée dans des conditions réalistes sur la base de scénarii préalablement établis.*
- 21509      OBSERVATOIRE DE LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR  
**Qualité d'air intérieur, qualité de vie. 10 ans de recherche pour mieux respirer.**  
Paris, CSTB, 2011 - 208 p., lexique, bibliogr., graph., tabl., ann.
- La qualité de l'air que nous respirons chaque jour dans notre logement, au bureau, dans les crèches, les écoles ou les lieux de loisirs, fait l'objet d'une préoccupation croissante. C'est en 2001, alors que les connaissances sur la pollution de l'air dans les bâtiments étaient encore rares et dispersées, que fut décidée la création de l'OQAI, observatoire entièrement dédié à la qualité de l'air intérieur.*

*Sa mission : réunir, par le biais de campagnes d'études à l'échelle nationale, les connaissances nécessaires pour aider les pouvoirs publics à agir, inciter les professionnels à améliorer leurs pratiques et informer le grand public sur la réalité de cette pollution et des risques pour la santé. Les résultats de ces dix premières années de recherche et d'enquêtes sont aujourd'hui rassemblés dans cet ouvrage afin de permettre aux acteurs concernés de mieux s'approprier cette thématique, d'en mesurer les enjeux nationaux et internationaux, mais aussi d'y trouver des repères utiles pour leur pratique.*

- 18013      MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT Direction des études économiques et de l'évaluation  
environnementale  
QUEMENER (JM)  
**Quelles mesures de gestion pour améliorer la qualité de l'air intérieur ?**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0062809>  
Paris, Ministère de l'environnement, 2007 - 81 p., cartes, schémas, tabl., bibliogr., ann., web  
*Etudes et synthèses n° 2007-06 (07-E03)*

*La qualité de l'air que nous respirons à l'intérieur des bâtiments est une préoccupation de santé publique qui prend de plus en plus d'importance. Cette étude, exemples étrangers à l'appui, dégage des pistes de réflexion pour mettre au point des mesures d'amélioration.*